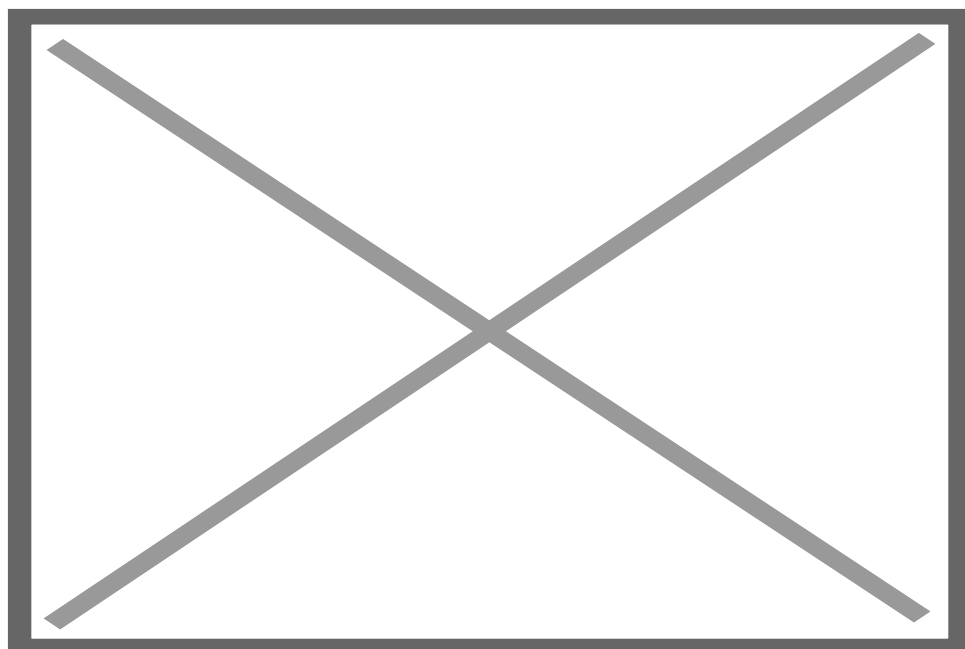


Le virage Ã droite en AmÃ©rique Latine et ses implications pour la Palestine

Description



Par Cecilia Baeza â?? 10 janvier 2017

AperÃ§u

En octobre dernier, la droite chilienne a remportÃ© des dizaines de municipalitÃ©s lors d'Ã©lections locales, Ã©crasant ainsi la coalition de centre-droit au pouvoir. Le mÃªme mois, Marcello Crivella, lÃ¢?Ã©vÃ© que Ã©vangÃ©lique de droite, est devenu maire de Rio de Janeiro. Au cours de l'annÃ©e derniÃ¨re, un certain nombre d'autres Ã©lections latino-amÃ©ricaines ont Ã©galement donnÃ© la victoire Ã la droite, donnant le signal du recul de la « marÃ©e rose » de gouvernements de gauche dans la rÃ©gion. Ce virage Ã droite n'augure rien de bon pour la cause palestinienne, avec des leaders tels que Crivella, dont le premier dÃ©placement en tant que maire s'est fait Ã JÃ©rusalem, dans un soutien Ã©vident aux intÃ©rÃªts israÃ©liens.

C'est un changement significatif par rapport au passÃ© rÃ©cent. Alors que pendant des dÃ©cennies les gouvernements latino-amÃ©ricains Ã©taient assez proches d'IsraÃ©l, cela a changÃ© dans les annÃ©es 2000 lorsque nombre de ces gouvernements, Ã la fois des progressistes et des moins progressistes, ont montrÃ© un sens plus net de la solidaritÃ© avec la Palestine Ã travers des actes tels que la reconnaissance de l'Ã©tat palestinien et la condamnation des attaques israÃ©liennes sur la bande de Gaza. Cette solidaritÃ© a Ã©tÃ© la marque de la « dÃ©cennie d'or » dans les relations entre l'AmÃ©rique Latine et la Palestine.

Mais, au mÃªme moment, ces actes officiels sont restÃ©s largement symboliques et ont permis aux intÃ©rÃªts matÃ©riels israÃ©liens en AmÃ©rique Latine de se maintenir sans relÃ¢che. Bien que ces rÃ©cents virages politiques soient navrants pour ceux qui oeuvrent pour les droits des Palestiniens, ils ouvrent nÃ©anmoins la voie

À des mouvements de base comme Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS) et des groupes de la société civile se forment au niveau local pour pousser à des formes de changements qui n'étaient pas possibles même sous des gouvernements de gauche plus sympathisants.

Cet exposé politique retrace l'histoire des relations entre la Palestine et l'Amérique Latine, puis examine le rôle de lobbying des diasporas palestinienne et juive en lien avec les changements politiques dans la région. Enfin, il évalue les enjeux pour la cause palestinienne en Amérique Latine et recommande des voies possibles pour agir contre les efforts israéliens à la poursuite de son programme qui viole les droits des Palestiniens.

L'Amérique Latine et la Palestine: des progrès à la solidarité

Pendant des décennies, l'Amérique Latine, à l'exception de Cuba, était considérée proche d'Israël (1). La bienveillance latino-américaine à l'égard du projet sioniste a commencé en 1947, lorsque des diplomates de la région ont soutenu la résolution 181 de l'ONU qui appelait à la partition de la Palestine entre des États juif et arabe. Treize des 33 votes favorables émanaient de l'Amérique Latine. Au cours des décennies suivantes, les positions gouvernementales en Amérique Latine ont continué à être généralement favorables à Israël.

Contrairement aux gouvernements d'Afrique et d'Asie, les gouvernements d'Amérique Latine n'ont, dans l'ensemble, plus été concernés par l'enjeu de la décolonisation et, de ce fait, n'étaient pas spécialement intéressés à soutenir la cause palestinienne. Par exemple, aucun pays d'Amérique Latine n'a assisté à la Conférence de Bandung en 1955 et, à part Cuba, aucun pays latino-américain n'a participé en 1961 à la création du Mouvement des Non-Alignés à des occasions qui ont été des plateformes importantes pour que les militants et intellectuels palestiniens affirment leur solidarité avec les luttes de libération dans le monde et contestent la narration sioniste qui présentait Israël comme faisant partie du Tiers-Monde. Dans la foulée de la guerre des six jours de 1967, l'OLP a pu renforcer ses liens avec d'autres mouvements anticoloniaux et anti-impérialistes (2).

Au milieu des années 1970, les relations avec Israël se sont franchement réchauffées. À l'exception du Brésil, toutes les administrations conservatrices et/ou autoritaires qui comprenaient la majorité des gouvernements de la région à l'époque ont établi des liens forts avec Israël via de l'assistance militaire et ou l'aide au développement (3). Israël a fourni les dictatures militaires en armes, en transport de troupes, en matériel de renseignement, en entraînement de contre-insurrection et même en consultant en relations publiques.

Avec la fin de la guerre froide et la vague des démocratisations qui s'est ensuivie, la rhétorique latino-américaine officielle eu égard à Israël et à la Palestine s'est peu à peu équilibrée, les pays de la région étant conduits à normaliser leurs relations avec Israël et avec les Palestiniens. Les Accords d'Oslo ont renforcé cette dynamique. Pour autant, cette équidistance a finalement profité davantage à Israël qu'aux Palestiniens. En décembre 1991, par exemple, tous les pays d'Amérique Latine, sauf Cuba, ont voté le rejet de la résolution 3379 de l'ONU qui définit le sionisme comme une forme de racisme (4).

Ensuite, avec la montée de gouvernements plus à gauche au milieu des années 2000, un virage a été pris dans les politiques vis-à-vis de la Palestine. Après 2008, les administrations latino-américaines ont affiché une solidarité sans précédent avec le peuple palestinien. La vague de reconnaissance de l'État de Palestine entre 2008 et 2013 a été le temps fort de cette mutation. À l'exception du Mexique, de Panama et de la Colombie, chaque pays de la région reconnaît maintenant la Palestine comme

État.

Ce n'était pas la seule forme de solidarité. Le Venezuela et la Bolivie ont suspendu leurs relations diplomatiques avec Israël en janvier 2009 en protestation contre l'opération Plomb Durci et le Nicaragua a fait de même en février 2010, en réponse à l'attaque du convoi d'aide de la Flottille de la Liberté en route vers la bande de Gaza. Face au brutal assaut israélien de 2014 sur Gaza, le président vénézuélien Nicolas Maduro a lancé une campagne « SOS Palestine ». La Bolivie a été plus loin, en renonçant à un accord avec Israël d'exemption de visa et en déclarant Israël « État terroriste ».

Non seulement des gouvernements de gauche radicaux mais aussi des administrations de gauche modérée et de centre-gauche se sont alignés sur cette tendance. Le Président brésilien, Luis Ignacio Lula da Silva et le Président dominicain Leonel Fernandez ont rendu des visites historiques dans les territoires palestiniens occupés (TPO) respectivement en 2010 et en 2011, tandis que l'Argentine et l'Uruguay ont ouvert de nouvelles ambassades à Ramallah. À cela s'ajoutent les déclarations fermes de condamnation du Brésil, de l'Argentine, du Chili, du Pérou et de l'Équateur, pendant que la communauté internationale gardait le silence sur l'assaut israélien de 2014 sur Gaza, et le rappel de leurs ambassadeurs pour consultation. Beaucoup plus récemment, en 2015, le gouvernement de Dilma Rousseff au Brésil a rejeté la désignation de Dani Dayan, ancien leader du Conseil de Yesha à un comité qui représente les colonies israéliennes de Cisjordanie au poste d'ambassadeur d'Israël à Brasilia.

Ce soutien gouvernemental est aussi traduit par des dons financiers et par une coopération sud-sud. Le Venezuela, le Chili, la Bolivie et le Brésil ont développé leur coopération avec la Palestine. Depuis 2008, par exemple, l'Agence de Coopération Brésilienne a conduit six projets en Palestine dans les domaines de la santé, du sport et des médias. Entre 2006 et 2012, le montant des dons du Brésil, lors de conférences internationales successives, en particulier pour la reconstruction de Gaza, a dépassé les 28 millions d'euros. C'est aussi le pays qui est passé au premier rang des BRICS en ce qui concerne les contributions à l'UNWRA.

Bien que les gouvernements de gauche se soient montrés les plus solidaires avec les Palestiniens, par des mesures de plus grande envergure et plus démonstratives, des gouvernements de droite ont aussi pris part à ce mouvement. L'administration de Sebastian Piñera au Chili, Otto Pérez Molina au Guatemala et Porfirio Lobo au Honduras ont fait partie de la vague de reconnaissance officielle de l'État de Palestine. Piñera a même fait un déplacement dans les TPO en 2015.

Le reflux de la marée rose et, avec lui, du soutien à la Palestine

Peu de temps après ces événements, des gouvernements de droite ont néanmoins commencé à gagner des élections en Amérique Latine et à déclarer leur soutien à Israël. Divers facteurs sont la cause de ce virage politique, dont les scandales de corruption au sein des partis de gauche au pouvoir et la crise économique régionale. Si les enjeux internationaux ne sont pas l'élément-clé de ce virage, la « décennie dorée » des relations entre la Palestine et l'Amérique Latine est devenue un symbole de ce que la droite annonce comme politique extérieure « idologique ».

Après 12 ans d'un gouvernement kirchneriste de gauche, l'Argentine a été le premier pays à virer au centre en novembre 2015, avec la victoire aux présidentielles du maire conservateur de Buenos Aires, Mauricio Macri. Moins d'un mois plus tard, le Parti Socialiste Uni du Venezuela, la force politique qui a soutenu la révolution bolivarienne conduite par le Président Hugo Chavez jusqu'à sa mort en 2013 et qui est désormais reprise par son successeur Nicolas Maduro, a enregistré un recul important aux élections

parlementaires. Actuellement, l'avenir du gouvernement de Maduro est incertain.

Au Brésil, l'empêchement controversé de Dilma Rousseff en 2016 a mis fin à 13 ans de gouvernement du Parti des Travailleurs. Le vice-président Michel Temer, leader du parti Brésilien du Mouvement Démocratique, est devenu président par intérim et s'est allié à des partis de droite pour la formation de son cabinet. Quelques mois plus tard, le Parti des Travailleurs a perdu plus de la moitié des 644 municipalités qu'il détenait assurées en 2012.

Un autre virage est intervenu au Pérou où Pedro Pablo Kuczynski, un ancien financier de Wall Street, a remporté les présidentielles en juin 2016, tandis que Verónica Mendoza, la candidate du Front de Gauche Large est arrivée troisième au premier tour. En 2011, le candidat de gauche Ollanta Humala et son alliance avaient remporté à la fois la présidence et le plus grand nombre de sièges de députés.

Des dirigeants de droite se sont saisis de la question de la Palestine comme d'un symbole de la mutation de leurs alliances internationales. Cela a été particulièrement vrai dans le cas de l'Argentine. En juin 2014 Macri, alors encore maire de Buenos Aires, a participé à une conférence internationale de maires à Jérusalem. Macri en a profité pour dire au Premier Ministre israélien Benyamin Netanyahu que s'il était élu président, le traitement d'Israël par l'Argentine changerait en mieux et que la coopération entre les deux pays s'améliorerait. À peine élu, le Président Macri s'est mis à tenir ses promesses. En janvier 2016, il a rencontré Netanyahu au Forum Économique Mondial de Davos et ils se sont mis d'accord pour augmenter les investissements en technologie, sécurité, défense et alimentation.

Aucun autre pays de la région n'a enregistré un changement d'attitude aussi radical et aussi rapide à l'égard d'Israël et de la Palestine. Des signes vont pourtant dans ce sens dans d'autres pays. Moins d'un mois après avoir été nommé Ministre des affaires étrangères du Brésil en mai 2016, José Serra, ancien gouverneur de São Paulo, connu pour ses relations de longue date avec des organisations juives brésiliennes pro-israéliennes et avec des décideurs israéliens, a annoncé que le pays reconsidérerait son vote récent en faveur de la résolution de l'UNESCO sur Jérusalem qui presse Israël de cesser ses agressions et actions illégales contre la liberté de culte et l'accès des Musulmans à leurs lieux saints. Si le Brésil a fini par maintenir son vote, ses représentants ont indiqué qu'il était improbable qu'ils soutiennent de telles résolutions à l'avenir.

Le caucus évangélique, la troisième congrégation la plus importante du Brésil, joue un rôle croissant dans le renforcement des liens entre des politiciens de droite et Israël. L'accroissement de la population évangélique qui atteint presque 50 millions de personnes est la deuxième plus importante du monde après celles des États Unis, est une cible de choix pour le sionisme chrétien. Cela vaut aussi pour Jimmy Morales, un comédien de télévision chrétien évangélique qui a remporté les présidentielles au Guatemala en octobre 2015. Le Jerusalem Post a décrit Morales comme « ami d'Israël » (6).

Le rôle des diasporas juive et palestinienne

On estime la population juive de l'Amérique Latine à un demi million, dont plus de 80% vivent en Argentine. Environ 120 000 Juifs vivent au Brésil. Des organisations sionistes ont été créées dans la région dans les années 1920 et ont joué un rôle crucial dans la structuration de et l'influence sur ces communautés, certains de leurs membres ayant été représentés dans les milieux politiques et économiques locaux.

Comme partout, la diaspora juive d'Amérique Latine n'est pas uniforme. Bien que la majorité des institutions juives maintienne des liens étroits avec Israël, des voix dissidentes importantes, de gauche, dont

beaucoup d'anciens trotskystes, ont pu se faire entendre. Depuis la deuxième Intifada, cependant, le strict alignement sur Israël est devenu la norme. Les organisations juives les plus importantes jouent un rôle actif dans le soutien au gouvernement israélien et à sa politique, essentiellement en s'engageant dans la diplomatie publique via des contacts personnels et des interviews dans les media. Ils organisent et sponsorisent souvent, aussi, des voyages en Israël pour des journalistes et des membres de leurs parlements comme moyen de répandre la narration israélienne sur la Palestine (7).

Une présence arabe importante existe aussi dans la région, principalement syro-libanaise. Certains observateurs croient que 5% de la population de l'Amérique Latine est arabe d'origine, ce qui correspond à environ 25 à 30 millions de personnes. Bien que des données fiables soient difficiles à trouver, il est clair que les plus importantes communautés syriennes et libanaises se trouvent au Brésil, en Argentine, au Venezuela et au Mexique. La diaspora palestinienne est à peu près équivalente au nombre de Juifs latino-américains. On la trouve principalement dans deux pays : le Chili, avec 350 000 Palestiniens et le Honduras avec 120 000.

De nombreux Latino-américains d'origine syro-libanaise ou palestinienne, comme les Juifs latino-américains, appartiennent aux couches supérieures de la société et donc fréquentent les meilleurs quartiers, universités et clubs sociaux de l'élite. Ce segment de la classe supérieure des diasporas arabe et juive a tendance à soutenir les partis de droite. Parce que la lutte pour les droits des Palestiniens a été associée aux mouvements de gauche et, jusqu'aux années 1980, aux guérillas, les intérêts de classe et l'affiliation politique ont souvent tenu ces riches Latino-américains d'origine arabe éloignés de la cause palestinienne (8). Bien que d'autres segments de cette diaspora, essentiellement de la classe moyenne, aient joué un rôle plus actif en défense des droits des Palestiniens, le manque d'unité dans la communauté contraste avec la diaspora juive pour laquelle le sionisme est le lien rassembleur.

Il n'est pas aisé de mesurer l'influence des lobbys des diasporas sur les politiques étrangères latino-américaines ; seule une poignée d'études empiriques a tenté de s'y intéresser sur ce sujet. Il semble néanmoins sûr de dire que ni le lobbying palestinien ni le lobbying sioniste ne peuvent à eux seuls expliquer une orientation de politique étrangère. Il ne s'agit pas de nier l'importance du lobbying diasporique mais de souligner que son efficacité dépend de l'accumulation de facteurs convergents. Dans l'ensemble, ce lobbying peut faire pencher une décision politique dans un sens ou dans l'autre mais il n'en est jamais le vecteur principal. Par exemple, le vote en faveur de la partition en 1947 fut le résultat d'un alignement sur les États Unis et d'une sympathie pour le sionisme après les horreurs de la deuxième guerre mondiale, autant que de la persuasion d'une diplomatie sioniste qui comptait sur les communautés juives locales pour convaincre les dirigeants latino-américains.

Par contraste, le lobbying arabe en faveur des droits des Palestiniens était relativement faible jusqu'aux années 2000. Bien qu'au tournant des années 1970-1980, l'OLP alevé le niveau de conscience sur la cause palestinienne au sein de la jeunesse latino-américaine d'origine palestinienne, le contexte de régimes autoritaires qui caractérisait la plupart des pays de la région à l'époque, a limité la mobilisation politique pro-palestinienne et son rayonnement. Les processus de démocratisation des années 1990 ont levé ces freins mais, à ce moment-là, le désengagement de l'OLP, occupé à la promesse d'un hypothétique projet de construction d'un État, a empêché l'établissement d'un mouvement pro-palestinien plus visible en Amérique Latine.

L'achec et la déception d'Oslo et l'éclatement de la seconde Intifada en septembre 2000 ont poussé à l'action les organisations pro-palestiniennes. L'Intifada a également eu une résonance particulière dans la diaspora grâce à internet ; enfin les Latino-américains d'origine palestinienne avaient un accès vivant à ce qu'il se passait en Palestine sans le filtre des media occidentaux. Et tandis que

bien des liens familiaux transnationaux s'effaçaient perdus dans le temps, les médias en ligne et les réseaux sociaux ont offert des outils de la reprise de contact de cette diaspora palestinienne avec la société palestinienne.

Le statut diplomatique dont l'AP a été gratifiée via Oslo a aussi eu un effet mobilisateur. La reconnaissance officielle de l'AP par des autorités locales a permis à certains membres conservateurs de la diaspora palestinienne d'Amérique Latine de soutenir une cause précédemment vue comme liée au « terrorisme international ». Du fait de cette évolution, le lobbying palestinien se fit mieux informé, articulé et persuasif, ce qui aida les organisations palestiniennes à élever le niveau de leur influence dans la sphère politique.

Un bon exemple est celui du Chili. La création ou la réactivation d'organisations comme la Fondation Palestine de Belen 2000, la Fédération Palestine et l'Union Générale des Etudiants Palestiniens ont donné lieu à des activités politiques en faveur de la Palestine. Le groupe inter parlementaire Chili-Palestine, une coalition de députés de partis de gauche et de droite a également apporté son soutien (9). Ce réseau pro-palestinien plus large inclut de riches hommes d'affaires, des étudiants, des militants et des acteurs politiques. Il a coopéré avec le gouvernement chilien et ses institutions. Ainsi, un certain nombre d'organisations de solidarité avec la Palestine ont récemment invité au Chili la Cisjordanienne Hanan Al-Hroub, lauréate en 2016 du Prix Mondial de l'Enseignant et elle y a été reçue par la Présidente Michelle Bachelet.

Ces groupes chiliens conduisaient leur action selon différentes idéologies. Bien que l'histoire ne soit pas une surprise, celle-ci est susceptible de brouiller le message de la lutte palestinienne et parfois d'empêcher d'aboutir à de bons résultats. Par contraste, au Chili et dans le reste de l'Amérique Latine, le lobby juif sioniste est plus uni dans le message qu'il délivre et dans ses activités. Aussi, bien que les années 2000 aient vu le développement d'un militantisme latino-américain efficace pour les droits des Palestiniens, de meilleures stratégies devraient être mises en œuvre, en particulier face à la résurgence de la droite.

Au-delà des symboles : développer une campagne populaire

Au niveau gouvernemental et diplomatique, la décennie à venir paraît sombre pour les relations Palestine-Amérique latine. Cependant, un regard plus critique sur la « décennie dorée » montre qu'il y a toujours eu des obstacles au mouvement pro-palestinien pour ses relations avec les administrations latino-américaines. En se dotant de stratégies pour vaincre ces obstacles, le mouvement peut et doit appuyer sur d'autres ressources et alliances afin de faire avancer sa cause.

Même quand les gouvernements latino-américains de gauche ont fait des gestes en faveur des droits des Palestiniens, les intérêts matériels israéliens n'étaient pas alors menacés. Par exemple, Israël et le Mercosur (Bloc régional d'Amérique du Sud comprenant l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay) ont négocié et conclu un accord de libre-échange en avril 2010. Et depuis, il y a eu une augmentation significative des exportations israéliennes vers le Mercosur, passant de 758 millions d'euro en 2009 à 1,3 milliards d'euros en 2012 (10). Le Brésil est actuellement la première destination des exportations d'Israël en Amérique Latine, soit le tiers de l'ensemble des exportations israéliennes vers la région.

Le gouverneur du Rio Grande do Sul, Tarso Genro, éminente personnalité du Parti des Travailleurs, a signé un accord de coopération pour la recherche en avril 2013, accord qui a fait d'Elbit Systems la première société militaire israélienne à diriger un projet militaire brésilien. Il était aussi dans la

ligne du Parti des Travailleurs de faire qu'en 2014, les soci tes israéliennes de sécurité puissent arracher pour près de 288,5 millions d'euros de contrats militaires avec les Forces armées brésiliennes. En outre, le gouverneur de Buenos Aires, Daniel Scioli, candidat du Front pour la Victoire, de gauche, aux élections présidentielles de 2015, a signé un accord avec Mekorot et Ashtrom BV (firme israélo-néerlandaise) pour la construction d'une station régionale de traitement de l'eau à La Plata. Ce renforcement des relations économiques a contribué à favoriser, ou au moins à faciliter, le basculement à droite actuel.

De telles activités ne peuvent être remises en cause que par les communautés palestiniennes, les mouvements sociaux, et les campagnes populaires qui rappellent aux gouvernements leur responsabilité en matière de droits de l'homme. Dans cette optique, le mouvement BDS est en train de sensibiliser. En 2014, par exemple, Buenos Aires a suspendu son contrat avec Mekorot pour la station de traitement des eaux, de 160 millions d'euros, suite à la pression des militants BDS, du Syndicat central des Travailleurs d'Argentine, et des mouvements sociaux, qui avaient mis en avant que Mekorot tentait d'exporter la politique discriminatoire de l'eau qu'elle utilise contre le peuple palestinien. Une autre victoire majeure en Amérique latine a été l'annulation de l'accord avec Elbit Systems, au lendemain de manifestations contre le rôle d'Elbit dans la construction du mur israélien de séparation, et sur sa relation étroite avec l'armée israélienne.

En revanche, le boycott académique n'en est qu'à ses débuts. Aucune université latino-américaine ni association académique importante n'a encore rompu ses relations avec Israël. Pourtant, plusieurs initiatives sont en cours. En janvier 2016, plus de 200 intellectuels brésiliens ont signé une lettre appelant au boycott académique d'Israël. En Argentine, une liste similaire comprenait plus de 400 universitaires. Au Chili, en avril, 64 % des étudiants de l'université du Chili ont voté en faveur de la rupture de ses liens institutionnels avec les universités israéliennes, et 56 % se sont opposés à des activités impliquant des représentants de l'Etat d'Israël. En septembre, la fédération étudiante de l'université pontificale catholique du Chili a voté pour que l'université dénonce deux accords de coopération, avec l'université hébraïque de Jérusalem et avec le Technion, l'institut de technologie d'Israël. Dans les deux cas, les étudiants d'origine palestinienne ont joué un rôle clé dans la mobilisation. Il est clair qu'il reste beaucoup à faire, mais le mouvement BDS est sur la bonne voie.

Les leçons de la « décennie dor à » : aller de l'avant pour les droits des Palestiniens

Il est crucial de renforcer le mouvement pro-palestinien latino-américain sur le terrain. Pas seulement parce que le virage à droite dans la région le prive de ses alliés au niveau gouvernemental, mais aussi parce qu'il est en mesure de contester les intérêts économiques d'Israël dans la région à ce que même les gouvernements de gauche n'ont pas fait.

Le mouvement BDS peut continuer de se focaliser sur le boycott de l'industrie israélienne de la défense, notamment celui des entreprises privées de sécurité. Alors que l'Amérique latine se classe seulement au quatrième rang dans ce type d'importations, derrière la région Asie-Pacifique, l'Europe et l'Amérique du Nord, ce secteur est hautement symbolique, sa présence en Amérique latine remontant aux années des régimes autoritaires.

En outre, au Brésil, l'industrie israélienne de la défense est impliquée dans la formation et l'équipement de la police militaire, laquelle a été accusée de violations des droits de l'homme pour avoir tué et torturé des détenus. Les jeunes hommes noirs des favelas (bidonvilles) et les communautés marginalisées sont particulièrement menacés. Les forces de sécurité utilisent souvent aussi une force

excessive pour réprimer les manifestations. Les mouvements pro-palestiniens peuvent renforcer leur partenariat avec les organisations des droits de l'homme et les organisations populaires et de victimes qui luttent contre la brutalité policière, afin de dénoncer ce lien Israël-Brésil basé sur le racisme et la violence policière.

Une illustration d'une telle solidarité se trouve à Rio de Janeiro. La société israélienne International Security and Defense Systems (ISDS) assure la formation de la police dans les favelas avec les méthodes techniques que celles utilisées à Gaza. Elle a obtenu un contrat pour les Jeux Olympiques de 2016 à Rio. Des mouvements palestiniens comme Stop the Wall et le Comité national du BDS ont joint leurs forces aux mouvements de Rio qui militent pour les droits de l'homme dans les favelas, dans une campagne baptisée «Des Jeux Olympiques sans Apartheid», pour faire annuler le contrat. Celui-ci est toujours en vigueur, mais la campagne contre la présence d'ISDS à Rio de Janeiro se poursuit.

À un moment où¹ les mouvements pro-Palestine sont en train de perdre tout accès aux gouvernements, notamment aux ministères de la Défense, il serait naïf de penser que les campagnes pour des embargos militaires peuvent faire une différence radicale à court terme. Mais, attendre passivement un retour à une configuration politique plus favorable n'est pas une option. Les cycles électoraux en Amérique latine sont de quatre ans. Il est crucial pour le mouvement pro-Palestine de commencer à faire mettre ses priorités stratégiques à l'ordre du jour des partis de gauche. Ceci peut aider à éviter, à l'avenir, une nouvelle série de gestes symboliques qui satisfont peut-être les représentants diplomatiques palestiniens, mais qui sont souvent déconnectés des réelles exigences des Palestiniens.

Certains pourraient arguer que ceux qui oeuvrent pour les droits palestiniens peuvent tirer parti des liens de la diaspora arabe avec les élites de droite comme moyen d'accéder aux gouvernements actuels. Cependant, cela n'est pas susceptible de donner des résultats. Les entraves de la droite aux intérêts palestiniens, comme ses liens avec l'armée et, de plus en plus, avec l'Église évangélique, sont trop nombreux pour permettre une promotion de la Palestine en tant que question réellement bipartite. Cela ne veut pas dire que les politiciens de droite ne peuvent pas défendre des exigences spécifiques, mais que les militants doivent garder à l'esprit qu'un tel soutien ciblé restera limité.

La diaspora palestinienne à tant sur le plan organisationnel qu'individuel a un rôle important à jouer dans la recherche des droits humains des Palestiniens et de leur autodétermination. Les Latino-américains d'origine palestinienne sont les mieux placés pour sensibiliser dans leurs sociétés respectives sur la réalité présente en Palestine. Pour y parvenir, ils doivent travailler au-delà de leurs réseaux ethniques et construire des liens plus forts avec les mouvements sociaux locaux. Qu'Hanan Al-Hroub vienne au Chili pour rencontrer la communauté palestinienne et des dirigeants chiliens de haut niveau était une excellente initiative par exemple, mais il aurait été encore plus efficace de la présenter aux mouvements populaires d'éducation afin de forger des liens permanents entre les sociétés palestinienne et chilienne.

Notes :

1) Kaufman, Edy, Yoram Shapira et Joel Barromi, « Relations Israël-Amérique latine » (New Brunswick, NJ : Transaction Publishers, 1979), 94

2) Chamberlin, Paul Thomas « L'Offensive mondiale : les États-Unis, l'Organisation de libération de la Palestine, et la réalisation d'un Ordre post-guerre froide » (New York : Presse de l'université d'Oxford, 2012). En outre, avec l'idée que la lutte armée est le moyen le plus efficace pour réaliser la libération nationale, l'OLP a trouvé une réception positive parmi les guérilleros latino-américains. Cuba, et le Nicaragua en raison de sa révolution sandiniste de 1979, ont été essentiels pour relier l'OLP

aux mouvements de gauche dans toute l'Amérique latine. (Fernandez, Damien J., éd. « L'Amérique centrale et le Moyen-Orient : l'internationalisation des crises » (Miami : presse de l'université internationale, 1990). En 1988, Cuba et le Nicaragua étaient les seuls pays de la région à reconnaître officiellement la Palestine en tant qu'État.

3) Bahbah, Bishara A. et Linda Butler, « Israël et l'Amérique latine : le lien militaire » (Londres : Palgrave Macmillan, 1986).

4) Voir la résolution 46/86.

5) Le fait que le Honduras et le Chili soient les deux pays latino-américains ayant les communautés palestiniennes les plus importantes dont un contingent important s'identifie aux partis de droite a contribué à cette mesure diplomatique.

6) En tant que participant au Jerusalem Post, il a récemment écrit, « Il existe une collaboration passionnante entre la communauté juive et la communauté évangélique du Guatemala, en soutien à Israël! Alors que l'Europe devient de plus en plus islamisée, aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin de cultiver nos liens avec les pays latino-américains et d'utiliser l'alliance historique du soutien évangélique en notre faveur ».

7) Ces organisations comprennent la CONIB (Confédération israélienne du Brésil), AMIA (Association mutuelle israélienne d'Argentine) et DAIA (Démocraties des associations israéliennes d'Argentine), et CJCh (Communauté juive du Chili).

8) La classe sociale n'est pas le seul élément en jeu. Les maronites libanais, qui constituaient une partie importante de la classe supérieure de la diaspora arabe latino-américaine, ont connu, à cause de la guerre civile libanaise, un processus de nationalisme à longue distance qui les a dissociés de la cause palestinienne. De telles dissonances aident à clarifier pourquoi la majorité des Latino-américains d'origine arabe les plus riches ne défendent pas les droits des Palestiniens. Par exemple, ni Miguel Facusse Barjum, magnat hondurien décédé en 2015, ni Alvaro Saieh Bendeck, milliardaire chilien, n'ont soutenu publiquement la Palestine malgré leurs racines palestiniennes. De temps à autre, de telles personnalités vont même jusqu'à faire abstraction des droits palestiniens. Une entreprise familiale libano-brésilienne, par exemple, la Grupo MCassab et la famille Cutait détient l'exclusivité de l'importation de Sodastream au Brésil.

9) Avec 48 membres sur les 120 de la Chambre des députés, c'est actuellement le groupe d'amitié binationale le plus important. Huit de ses membres sont d'origine arabe, parmi lesquels six sont d'origine palestinienne. Deux sénateurs ont aussi des racines palestiniennes.

10) Voir le comtrade des Nations-Unies (rapport des statistiques sur le commerce des produits de base)

Cecilia Baeza

Membre politique d'Al-Shabaka, Cecilia Baeza est conférencière à la Fondation Getulio Vargas de Sao Paulo, Brésil. Elle est cofondatrice de RIMAAL, un réseau de chercheurs sur les relations entre l'Amérique Latine et le Moyen-Orient. Elle est titulaire d'un doctorat en relations internationales de Sciences-Po Paris.

Traduction SF et JPP pour lâ??Agence Media Palestine

Source : Al-Shabaka

date crÃ©e
2017/01/16